



© Alkis Konstantinidis

Michalis Anagnostopoulos

travaille, depuis 22 ans, pour l'opérateur public d'électricité DEI

Il n'a pas de problème financier particulier. Il habite chez ses parents et n'a pas de famille à charge. Son salaire a diminué d'un peu plus de 200 euros par mois, mais il gagne toujours près de 1.200 euros.

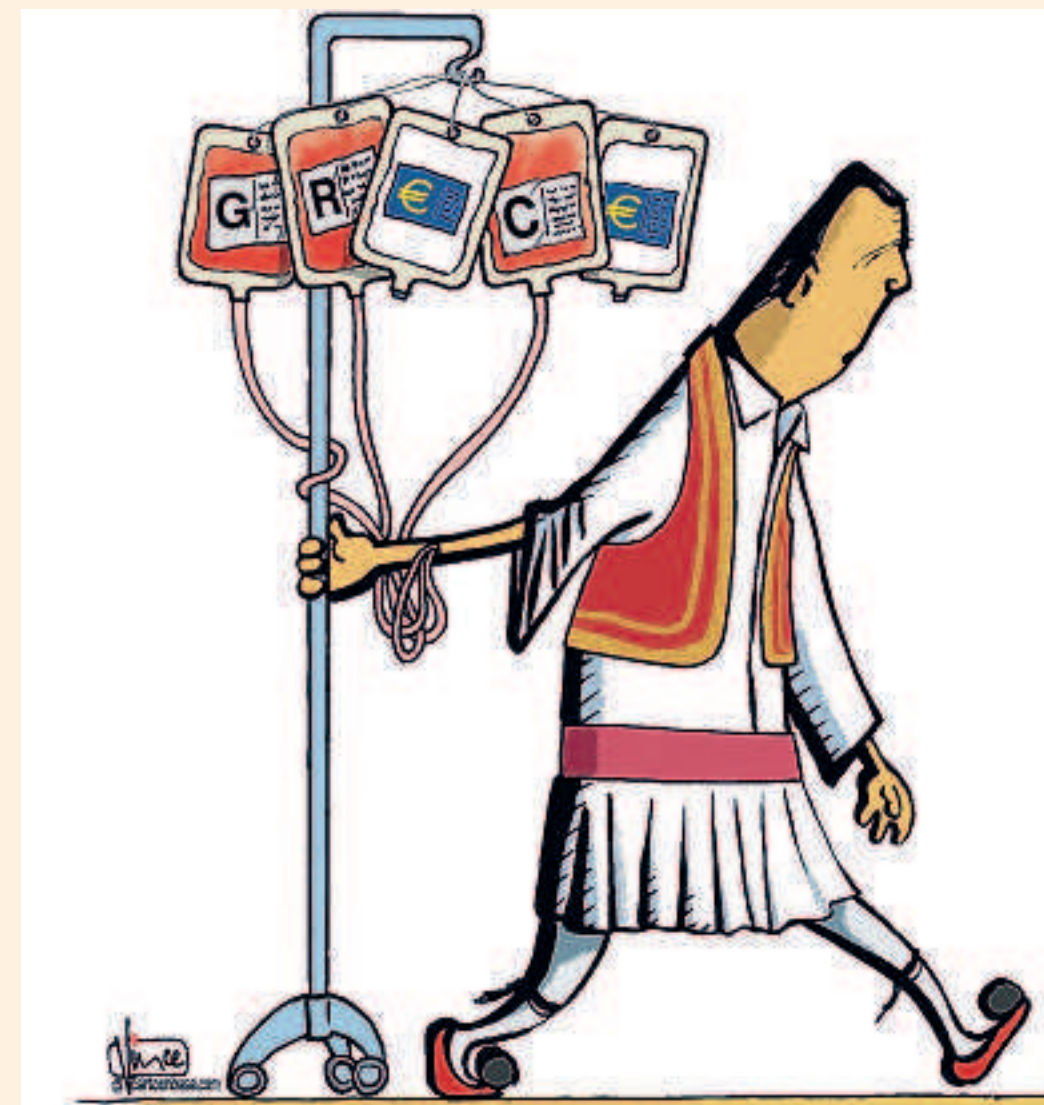
En revanche, l'avenir de Michalis est incertain. Poussé dans le dos par l'Europe, l'État veut réduire sa participation de 51% dans l'opérateur et la revendre. Un geste qui pourrait menacer l'emploi. Il y a aussi l'«efedria», cet engagement du gouvernement grec auprès de ses partenaires européens. Il s'agit de mettre des milliers d'employés des entreprises publiques au chômage technique, pendant un an, avec 30% de réduction de salaire à la clé. «Je ne sais pas combien d'employés seront mis en disposition. Les annonces changent tout le temps. Mais ça pourrait m'arriver. Ça dépend de certains critères, de la situation familiale, de l'ancienneté, des études

faites. Dans ma situation c'est plus risqué. Mais rien n'est encore décidé.» Une autre incertitude concerne ses parents. Ils ont travaillé dans la fonction publique pendant plus de 35 ans. «Ils ont vu leur pension diminuer mais ne s'en rendent pas vraiment compte: ils sortent peu, mon père a la maladie d'Alzheimer. Mais la sécurité sociale de mon père n'a plus d'argent pour payer ses médicaments. Dans

trois mois, en mai, elle dit qu'elle ne pourra plus le rembourser. Durant l'été, il a eu une coloscopie. Le petit sac dont il a besoin coûte 300 euros par mois. Son médicament pour Alzheimer, c'est 50 euros par boîte, trois fois par mois. Et son cœur ne va pas bien maintenant. On ne sait pas comment ça va évoluer.»

La sécurité sociale de mon père n'a plus d'argent pour payer ses médicaments.

Michalis



«Nous n'avons pas le choix»

Professeur à l'Université du Pirée, Gikas Hardouvelis est devenu, le 1^{er} décembre dernier, le conseiller économique du Premier ministre Lukas Papademos. Philippos Sachinidis est devenu vice-ministre des Finances en 2009. Membre du Pasok (socialistes), il suit la crise grecque depuis ses premiers tremblements.

La population grecque s'appauvrit à une vitesse ahurissante. Est-elle prête à traverser ce 7^e plan d'austérité?

► **Gikas Hardouvelis** Et il y en a un nouveau qui arrive en juin! Le déficit primaire doit devenir un surplus. En 2014, il doit être à 4,5% du PIB. Nous sommes parvenus à inclure, dans le mémorandum, que si l'économie ne parvient pas à performer, on ne doit pas s'attendre à réaliser ce surplus en 2014 mais en 2015. Pour la première fois, nous avons un élément contre-cyclique qui accepte que si l'économie n'est pas bonne, on ne doit pas s'attendre à des miracles. Néanmoins, les mesures qu'on va prendre au milieu de cette année seront effectives en 2013. Et ça, on n'y échappera pas. La population est au point de rupture. Elle ne sait pas ce qui lui arrive, elle est inquiète, elle a peur, elle ne sait pas pourquoi, soudain, on ne sait pas trouver d'emploi... D'un autre côté, elle sait qu'elle ne peut plus utiliser le secteur public comme la formule magique habituelle.

► **Philippos Sachinidis** C'est très difficile pour notre population. Le chômage augmente. Et c'est le problème le plus important à résoudre. Nous n'avons pas encore réussi à freiner cette augmentation. C'est, dans une large mesure, ce chômage qui a créé autant de tension sociale et qui a poussé une large partie de la population dans des situations proches de la pauvreté. Ils ne sont pas encore sous le seuil de pauvreté, parce que ces situa-

Il est coincé entre une Europe exigeante et une population aux abois. Le gouvernement grec s'agrippe à l'euro, la seule issue selon lui pour éviter l'effondrement de son économie. Il regrette que ses partenaires ne voient pas les efforts accomplis.

Propos recueillis par Serge Quoidbach

tions ne datent que de quelques semaines ou quelques mois. Mais ils savent qu'ils peuvent rapidement le rejoindre. C'est au centre de nos préoccupations des deux côtés de la table, en Grèce bien sûr mais aussi auprès de nos partenaires européens. Nous nous rendons tous compte que si nous ne résolvons pas ce problème, il sera très difficile de réussir le programme mis en place.

Les mesures d'austérité n'assomment-elles pas l'économie?

► **Gikas Hardouvelis** Nous avons réussi à éviter une option, proposée par nos partenaires européens, qui nous aurait menés à une récession majeure. C'était l'élimination des 13^e et 14^e mois, qui voulait dire une réduction horizontale supplémentaire de salaire de 15% pour le secteur privé. Ça aurait provoqué, cette

année, une récession à deux chiffres. Nous l'avons évitée. À la place, nous avons préféré nous focaliser sur le salaire minimum, qui est élevé en Grèce, selon les standards européens. Nous l'avons diminué de 22%, ce qui l'amène à un niveau inférieur à celui de l'Espagne, mais toujours plus élevé que celui du Portugal. Ceci dit, le problème fondamental n'est pas tant le marché du travail que le marché des produits et des services. Mais le marché du travail est facile à attaquer. Je pense que c'est pour cela qu'ils se sont focalisés là-dessus. Dans ce jeu à plusieurs niveaux, c'était une manière, pour l'Union européenne et le FMI, de pousser les Grecs et de voir jusqu'où ils peuvent aller dans les réformes structurelles. S'ils arrivent à réformer leur marché du travail, ils peuvent tout réformer. J'aurais fait le séquençage dans l'autre sens. Mais nous

comprends. Si je prête de l'argent, je veux m'assurer qu'on me le rendra. C'est le prix que la Grèce doit payer maintenant pour avoir retardé les réformes pendant un an, pour avoir perdu sa crédibilité. Nos partenaires nous disent maintenant qu'ils veulent être d'abord sûrs qu'on va bien suivre le plan convenu. Je ne le perçois pas comme une punition, mais plutôt comme une manière de sécuriser leurs intérêts.

► **Philippos Sachinidis** Il y a clairement une mauvaise perception de ce qui a déjà été fait en Grèce depuis deux ans. Nous sommes le seul pays à avoir réussi à réduire notre déficit primaire, de plus de 10% à près de 2,5% en 2011. Et cela pendant deux ans de récession. Ma question à tous ceux qui critiquent l'effort de la Grèce: y a-t-il un autre pays qui a fait la même chose dans l'histoire d'après-guerre? Il n'y en a pas d'autre. La même chose est vraie pour le déficit structurel, c'est-à-dire lorsqu'on retire l'effet du cycle économique sur les performances fiscales. Personne ne peut dès lors nier que c'est une amélioration structurelle durable. Bien sûr, nous n'avons pas réussi à réaliser des progrès similaires dans d'autres domaines. Il y a eu des délais dans l'implémentation de certaines réformes. Depuis le début, nous avons informé nos partenaires qu'il y avait des problèmes dans l'opérationnel de nos administrations publiques. C'est pour cela que nous avons plusieurs fois demandé des transferts de compétence en Grèce. Même s'il y a la volonté politique de changer les choses, parce que nous considérons que c'est nécessaire, il est difficile d'implémenter les mesures.

De nouvelles élections sont prévues fin avril. Certains partis extrêmes refusent le plan d'austérité. Selon les sondages, ils pourraient même renverser l'actuelle majorité. Ya-t-il danger?

► **Gikas Hardouvelis** Non. À mon avis, les deux partis principaux vont obtenir la majorité.

► **Philippos Sachinidis** Tout d'abord, je voudrais insister sur le fait que la question des élections en Grèce est une question interne, qui doit être décidée par les partis politiques grecs, et personne d'autre n'a le droit d'exprimer un quelconque point de vue sur ce sujet (le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a proposé de reporter les élections, NDLR). Je comprends que l'un des deux partis politiques qui soutiennent le plan du Premier ministre Lucas Papademos, le parti Nea Dimokratia (droite conservatrice, NDLR), a déclaré qu'il veut tenir des élections le plus vite possible après l'implémentation du PSI (participation des créanciers privés au plan de réduction de la dette, NDLR). Mon avis est que, même si on a des élections fin avril, il est de la responsabilité des deux partis qui soutiennent le plan de prendre toutes les dispositions pour forcer les administrations à implémenter ce qui a été légiféré sans que cela soit affecté par les élections. Ceci dit, il faut voir comment ces électeurs se comporteront devant leur feuille de vote. Il ne faut pas accorder trop d'importance aux sondages. ■



Y A-T-IL UN AUTRE PAYS QUI A FAIT LE MÊME EFFORT DEPUIS LA GUERRE? NON.

n'avons pas eu le choix.

► **Philippos Sachinidis** Lorsque vous suivez une consolidation fiscale abrupte, vous réduisez la demande agrégée dans l'économie. L'autre partie de l'économie devrait alors prendre le relais. On aurait alors dû voir des initiatives en termes d'investissements privés et en termes d'exportations. Sur le premier front, il était très difficile d'attirer des investissements parce que les risques économiques et politiques étaient trop élevés. Je vous rappelle que la publicité pour la Grèce, en Europe, est assez négative, à travers les médias, mais aussi à travers les propos de pas mal d'hommes politiques européens, et que la présence de la Grèce dans la zone euro est elle-même mise en question. Sur le front des exportations, par contre, on a réussi à les augmenter. Mais en même temps, les banques ont eu beaucoup de problèmes de liquidités qui ne leur ont pas permis de soutenir les PME.

Les déclarations de vos partenaires européens sont devenues assez violentes vis-à-vis de la Grèce. Vous comprenez cela?

► **Gikas Hardouvelis** Oui, je le



L' ECHO: ΔΕΝ ΕΙΧΑΜΕ ΕΠΙΛΟΓΗ/ΣΥΝΕΝΤΕΥΞΗ ΣΑΧΙΝΙΔΗ-ΧΑΡΔΟΥΒΕΛΗ

Στην εφημερίδα **L' ECHO** (03.03.2012) δημοσιεύεται συνέντευξη του καθηγητή Οικονομικών στο Πανεπιστήμιο Πειραιά και συμβούλου του Πρωθυπουργού Λουκά Παπαδήμου Γκίκα Χαρδούβελη και του υφυπουργού Οικονομικών Φίλιππου Σαχινίδη στον **Serge Quoidbach**, στο πλαίσιο τετρασέλιδου γενικότερου αφιερώματος στην Ελλάδα, που προήλθε από επίσκεψη του δημοσιογράφου στην Αθήνα και φέρει το γενικό τίτλο «Η μοναξιά των Ελλήνων». Η συνέντευξη έχει τίτλο «Δεν είχαμε επιλογή».

Το πλήρες κείμενο της συνέντευξης έχει ως εξής:

Ο ελληνικός λαός γίνεται φτωχότερος με εκπληκτική ταχύτητα. Είναι έτοιμος να υποστεί το έβδομο πρόγραμμα λιτότητας;

Γκίκας Χαρδούβελης: Και υπάρχει και νέο πρόγραμμα που έρχεται τον Ιούνιο! Το πρωτογενές έλλειμμα πρέπει να γίνει πλεόνασμα. Το 2014, το πλεόνασμα πρέπει να αγγίξει το 4,5% του ΑΕΠ. Καταφέραμε να συμπεριλάβουμε στο μνημόνιο πως αν η οικονομία δεν καταφέρει να αποδώσει, δεν θα περιμένουμε να αγγίξουμε αυτό το πλεόνασμα το 2014 αλλά το 2015. Για πρώτη φορά, διαθέτουμε ένα αντι-κυκλικό στοιχείο που αποδέχεται πως αν η οικονομία δεν είναι καλή, δεν πρέπει να περιμένουμε θαύματα. Παρόλα αυτά, τα μέτρα που θα ληφθούν στα μέσα του τρέχοντος έτους θα αποδώσουν το 2013. Αυτό δεν μπορούμε να το αποφύγουμε. Ο λαός βρίσκεται στα όριά του. Δεν ξέρει τι του συμβαίνει, είναι ανήσυχος, φοβάται, δε γνωρίζει το γιατί, και ξαφνικά, δεν βρίσκει δουλειά... Από την άλλη πλευρά, γνωρίζει πως δεν μπορεί να χρησιμοποιήσει πλέον το δημόσιο τομέα ως τη μαγική φόρμουλα όπως συνήθως.

Φίλιππος Σαχινίδης: Είναι πολύ δύσκολο για το λαό μας. Η ανεργία αυξάνεται. Και αυτό είναι το μεγαλύτερο πρόβλημα που αναζητά λύση. Δεν έχουμε ακόμη καταφέρει να σταματήσουμε αυτή την αύξηση. Σε μεγάλο βαθμό, η ανεργία είναι αυτή που δημιούργησε τόση κοινωνική ένταση και οδήγησε μεγάλο μέρος του λαού κοντά στη φτώχεια. Δεν βρίσκονται ακόμη κάτω από το όριο της φτώχειας γιατί η κατάστασή τους έχει διάρκεια ορισμένων εβδομάδων ή μηνών. Γνωρίζουν όμως πως πολύ γρήγορα μπορεί να πέσουν κάτω από το όριο της φτώχειας. Αυτό το ζήτημα αποτελεί μια από τις βασικές ανησυχίες, και για τις δύο πλευρές. Για την Ελλάδα φυσικά αλλά και για τους ευρωπαϊούς εταίρους μας. Όλοι αντιλαμβανόμαστε πως αν δεν επιλυθεί αυτό το πρόβλημα, θα είναι πολύ δύσκολο να επιτύχει το πρόγραμμα.

Δεν σκοτώνουν τα μέτρα λιτότητας την οικονομία;

Γκίκας Χαρδούβελης: Καταφέραμε να αποφύγουμε την επιλογή που μας πρότειναν οι ευρωπαίοι εταίροι μας, μια επιλογή που θα μας είχε οδηγήσει σε μεγαλύτερη ύφεση. Πρόκειται για την κατάργηση του 13^{ου} και του 14^{ου} μισθού, ήτοι μια επιπλέον οριζόντια μείωση του μισθού του ιδιωτικού τομέα της τάξης του 15%. Αυτή η κίνηση θα είχε προκαλέσει φέτος διψήφια ύφεση. Την αποφύγαμε. Αντ' αυτού, προτιμήσαμε να εστιάσουμε στον κατώτατο μισθό, ο οποίος είναι αυξημένος στην Ελλάδα, σύμφωνα με τα ευρωπαϊκά πρότυπα. Μειώσαμε τον κατώτατο μισθό κατά 22%, ο οποίος είναι πλέον

κατώτερος από τον ισπανικό κατώτατο μισθό αλλά ακόμη υψηλότερος από τον πορτογαλικό. Αυτό σημαίνει πως το θεμελιώδες πρόβλημα δεν είναι τόσο η αγορά εργασίας αλλά η αγορά προϊόντων και υπηρεσιών. Είναι εύκολο όμως να επιτεθεί κανείς στην αγορά εργασίας. Πιστεύω πως για το λόγο αυτό εστίασαν σε αυτήν. Σε αυτό το πολυεπίπεδο παιχνίδι, ήταν ένας τρόπος για την ΕΕ και για το ΔΝΤ να πιέσουν τους Έλληνες για να δουν πόσο μακριά μπορούν να προχωρήσουν τις διαρθρωτικές μεταρρυθμίσεις. Αν καταφέρουν να μεταρρυθμίσουν την αγορά εργασίας, μπορούν να μεταρρυθμίσουν τα πάντα. Θα είχα ακολουθήσει αυτή την αλληλουχία προς διαφορετική κατεύθυνση. Αλλά δεν είχαμε την επιλογή.

Φίλιππος Σαχινίδης: Όταν ακολουθείται μια βίαιη δημοσιονομική εξυγίανση, μειώνεται η συνολική ζήτηση στην οικονομία. Θα πρέπει λοιπόν να αναλάβει το άλλο κομμάτι της οικονομίας. Θα έπρεπε να είχαμε δει πρωτοβουλίες σε επίπεδο ιδιωτικής επένδυσης και εξαγωγών. Στο πρώτο μέτωπο, ήταν πολύ δύσκολο να προσελκύσουμε επενδύσεις λόγω των υψηλών οικονομικών και πολιτικών ρίσκων. Σας θυμίζω πως η δημοσιότητα για την Ελλάδα στην Ευρώπη είναι αρκετά αρνητική, είτε στα μέσα ενημέρωσης είτε στις δηλώσεις οκ ολίγων ευρωπαϊκών πολιτικών και πως ακόμη και η ίδια η παρουσία της Ελλάδας στην ευρωζώνη έχει αμφισβητηθεί. Στο μέτωπο των εξαγωγών, αντιθέτως, καταφέραμε την αύξησή τους. Ταυτόχρονα όμως, οι τράπεζες αντιμετώπισαν πολλά προβλήματα ρευστότητας που δεν τους επέτρεψαν να στηρίξουν τις μικρομεσαίες επιχειρήσεις.

Οι δηλώσεις των ευρωπαϊκών εταίρων σας υπήρξαν αρκετά βίαιες για την Ελλάδα. Το κατανοείτε αυτό;

Γκίκας Χαρδούβελης: Ναι, το κατανοώ. Αν δανείζω χρήματα, θέλω να διασφαλίσω ότι θα μου επιστραφούν. Αυτό είναι το τίμημα που πρέπει να πληρώσει τώρα η Ελλάδα εφόσον καθυστέρησε τις μεταρρυθμίσεις για ένα χρόνο, εφόσον έχασε την αξιοπιστία της. Οι εταίροι μας τώρα μας λένε πως θέλουν να είναι πρώτα σίγουροι πως θα ακολουθήσουμε το συμφωνηθέν πρόγραμμα. Δεν το αντιλαμβάνομαι ως τιμωρία, αλλά κυρίως ως τρόπο διασφάλισης των συμφερόντων τους.

Φίλιππος Σαχινίδης: Υπάρχει σαφώς μια κακή αντίληψη για ό,τι έχει ήδη γίνει στην Ελλάδα τα τελευταία δυο χρόνια. Είμαστε η μόνη χώρα που καταφέραμε να πετύχουμε μείωση του πρωτογενούς μας ελλείμματος πέραν του 10%, στο 2,5% το 2011. Και αυτό επετεύχθη κατά τη διάρκεια μιας διετίας ύφεσης. Η δική μου ερώτηση σε όλους αυτούς που είναι επικριτικοί απέναντι στην προσπάθεια της Ελλάδας είναι: υπάρχει άλλη χώρα που έχει πετύχει το ίδιο στη μεταπολεμική ιστορία; Δεν υπάρχει. Το ίδιο ισχύει και για το διαρθρωτικό έλλειμμα, δηλαδή όταν αφαιρέσουμε το αποτέλεσμα του οικονομικού κύκλου από τις φορολογικές αποδόσεις. Κανείς δεν μπορεί να αρνηθεί πως πρόκειται για μια διαρκή διαρθρωτική βελτίωση. Βέβαια, δεν επιτύχαμε παρόμοια πρόοδο σε άλλους τομείς. Υπήρξαν καθυστερήσεις στην εφαρμογή ορισμένων μεταρρυθμίσεων. Από την αρχή, πληροφορήσαμε τους εταίρους μας πως υπήρχαν προβλήματα στη λειτουργία της δημόσιας διοίκησης. Για το λόγο αυτό ζητήσαμε πολλές φορές τη μεταφορά τεχνογνωσίας στην Ελλάδα. Ακόμη και αν υπάρχει η πολιτική βούληση για αλλαγή της κατάστασης, γιατί θεωρούμε πως κάτι τέτοιο είναι απαραίτητο, είναι δύσκολο να εφαρμόσουμε αυτά τα μέτρα.

Οι νέες εκλογές προβλέπονται για το τέλος Απριλίου. Ορισμένα ακραία κόμματα αρνούνται το πρόγραμμα λιτότητας. Σύμφωνα με τις δημοσκοπήσεις, μπορούν ακόμη και να ανατρέψουν τη σημερινή πλειοψηφία. Υπάρχει κίνδυνος;

Γκίκας Χαρδούβελης: Όχι. Κατά την άποψή μου, τα δυο κύρια κόμματα θα έχουν την πλειοψηφία.

Φίλιππος Σαχινίδης: Πρώτα απ' όλα, θα ήθελα να επιμείνω στο γεγονός πως το θέμα των εκλογών στην Ελλάδα αποτελεί ένα εσωτερικό ζήτημα, για το οποίο πρέπει να ληφθούν αποφάσεις από τα ελληνικά πολιτικά κόμματα, και πως κανένας άλλος δεν έχει το δικαίωμα να εκφράσει οποιαδήποτε άποψη για το ζήτημα αυτό (ο Γερμανός Υπουργός Εξωτερικών, Wolfgang Schauble, πρότεινε τη μετάθεση των εκλογών, σ.σ). Αντιλαμβάνομαι πως ένα από τα δυο πολιτικά κόμματα που στηρίζουν το πρόγραμμα του Πρωθυπουργού Λουκά Παπαδήμου, το κόμμα της Νέας Δημοκρατίας (συντηρητική δεξιά, σ.σ), δήλωσε πως επιθυμεί τη διεξαγωγή εκλογών το συντομότερο δυνατόν μετά την εφαρμογή του PSI (συμμετοχή ιδιωτών πιστωτών στο πρόγραμμα απομείωσης του χρέους, σ.σ). Η άποψή μου είναι πως ακόμη και αν διεξαχθούν εκλογές στα τέλη Απριλίου, είναι ευθύνη των δυο κομμάτων που στηρίζουν το πρόγραμμα να λάβουν όλα τα μέτρα προκειμένου η διοίκηση να εφαρμόσει όσα νομοθετήθηκαν, ανεπηρέαστη από τις εκλογές. Και στη συνέχεια, θα δούμε πώς θα συμπεριφερθούν οι ψηφοφόροι στην κάλπη. Δεν πρέπει να δίνουμε μεγάλη σημασία στις δημοσκοπήσεις.